

Affronter l'antisémitisme après Gaza

lundi 22 juin 2026, par [BALIBAR Etienne](#)

Deux confusions pèsent sur nos luttes pour la justice après le génocide : l'une instrumentalise l'impératif de liquidation de l'antisémitisme, en identifiant judéité et sionisme. L'autre attribue la responsabilité des crimes perpétrés par Israël à la communauté imaginaire des « Juifs ». Il faut que nos Etats combattent ces confusions mortifères. Mais c'est à nous qu'incombe la responsabilité.

C'est avec plaisir et un peu d'appréhension que j'ai accepté de présenter une communication dans cette conférence. [1] Elle porte sur une question essentielle, qui nous préoccupe tous depuis des années, et prend place dans un moment de très grande tension morale et politique. Ce qui fait toute la difficulté, mais aussi l'urgence d'y confronter une multiplicité de discours et d'engagements, pourvu qu'ils se plient à ce que Jürgen Habermas appelait *l'éthique de la discussion* et qu'on pourrait résumer ainsi : pas d'interdit, pas d'intentions cachées ni de soupçons de malveillance. C'est dans cet esprit que je suis ici.

A la réflexion, j'ai voulu tirer bénéfice de la nuance syntaxique qui distingue l'anglais (langue du colloque) du français et j'ai intitulé ma communication : **Resisting Antisemitism after Gaza : Moral and Political dilemmas**. Dans ce titre on entendait l'idée qu'après Gaza de nouvelles formes d'antisémitisme vont surgir, auxquelles il faut trouver le moyen de résister, soit l'idée qu'après Gaza la résistance à l'antisémitisme va se présenter *dans de nouvelles conditions*, qui exigent une adaptation de ses stratégies et de son langage. J'ai en tête les deux problèmes et j'essayerai de les examiner ensemble. On voit bien pourquoi : à travers sa reproduction continuelle et ses métamorphoses, l'antisémitisme n'a rien d'une essence immuable. C'est une formation historique relationnelle, qui se configure autrement à mesure que ses porteurs et ses victimes changent de place et de statut, en même temps que le cadre de leur rencontre. Et cette relation est périodiquement affectée par des événements dramatiques, qui font bifurquer le cours de l'histoire. C'est exactement le cas avec l'événement « Gaza ».

Quelle est donc la réalité à laquelle nous avons affaire sous ce nom ? « De quoi Gaza est-il le nom ? », comme dirait un philosophe contemporain. C'est le nom d'une horreur qui a très peu d'équivalents et dont les conséquences s'annoncent désastreuses : un *génocide* ou une « guerre génocidaire », un « programme génocidaire » dans l'exécution duquel nous sommes tous impliqués au moins indirectement, éventuellement complices par l'intermédiaire de ce que font ou s'abstiennent de faire nos Etats. Ce génocide a été déclenché (et d'une certaine façon autorisé) par l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre 2023 contre des *kibboutzim* israéliens, mais c'est l'Etat d'Israël qui le commet avec son armée (*Tsahal*) renforcée par des milices de colons fascistes, et sans que les citoyens juifs de l'Etat y opposent une résistance significative. [2] Quant aux victimes, ce sont les Palestiniens résidant dans la « bande de Gaza » (une prison à ciel ouvert de 365 km² abritant deux millions de personnes, pour la plupart des réfugiés et leurs enfants, dont il ne reste aujourd'hui plus rien) et, de plus en plus, en Cisjordanie (où la catégorie qui s'applique est celle d'ethnocide ou nettoyage ethnique, complémentaire du génocide). Cet événement n'est pas achevé, *il est en cours* et continue de tuer et de ravager le pays depuis le « cessez-le-feu » en trompe l'œil imposé en novembre dernier par le Président Trump à son allié Netanyahu. Le processus génocidaire peut être suspendu, mais il ne peut revenir en arrière. Je suis parfaitement conscient que l'usage de ces termes, avec les conséquences morales et politiques qu'ils entraînent, fait l'objet d'une

controverse aiguë. Elle se poursuit en parallèle à l'événement lui-même et donne lieu à des interventions contrastées. [3] Je l'utilise pourtant sans hésitation, non parce que j'ignore les objections, mais parce que je veux placer trois considérations au centre de notre réflexion sur « l'antisémitisme après Gaza ».

Première considération. Un génocide n'est pas seulement, comme disait Raphaël Lemkin, inventeur de la catégorie, le « crime des crimes ». C'est un crime qui affecte notre représentation de *l'histoire de l'humanité* (ou qui devrait l'affecter, car nous savons qu'il y a des génocides inconnus ou dissimulés, sans parler des génocides identifiés rétrospectivement, comme l'a été celui des « Indiens » autochtones d'Amérique du Nord). Ce qui revient à dire que, lorsqu'un génocide a eu lieu et qu'on l'a reconnu comme tel, notre idée des forces motrices de l'histoire, de ses « tendances », de ses « valeurs », de ses « problèmes », et du rapport qu'entretiennent entre eux ses « parties » (ou ses « partis ») : les peuples, les idéologies, les civilisations, est obligé de changer. D'un génocide il faut tirer les conséquences, épistémiques autant que politiques. Il faut qu'il nous aide à « problématiser » le monde et son destin.

Deuxième considération. Un génocide engendre une *responsabilité* qui est universelle : personne ne peut sans mauvaise foi prétendre s'y soustraire ou n'être pas concerné par lui. Tout être humain est interpellé en tant que sujet moral. Mais cette responsabilité n'est pas uniforme, au contraire elle est *différenciée*, en fonction de la « place » que chacun occupe par rapport par rapport à l'événement, c'est-à-dire aux lignes de partage entre les bourreaux et les victimes, mais aussi leurs alliés respectifs, leurs défenseurs, leurs complices, leurs compatriotes, leurs voisins, ou même ceux qui, du dehors, sont en position de « spectateurs ». Il y a donc une responsabilité multiple d'agir, de prévenir, de témoigner, d'aider, de secourir, de s'engager pour une cause ou contre elle. Cette responsabilité concerne toujours les individus pris un à un, *omnes et singulatim*, mais elle affecte inévitablement les liens qui les attachent à des collectivités qui ont joué et jouent un rôle dans la préparation, l'exécution, la facilitation du crime ou la résistance, l'indifférence à son déroulement : c'est-à-dire aux Etats, aux partis politiques, aux communautés religieuses, et généralement à ce qu'Edward Said appelait les « communautés de sens ». [4] Nous sommes face au génocide et à ses conséquences comme citoyens du monde, mais aussi comme Israéliens, Palestiniens, Européens de diverses nationalités, Américains, Arabes, Juifs, Chrétiens, Musulmans, nationalistes, démocrates...

Troisième considération. Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les questions d'historicité et de responsabilité ont revêtu une signification singulière à propos de ce qui demeure pour beaucoup d'entre nous le « génocide des génocides » (ou le génocide *par excellence*) : la Shoah ou l'extermination des Juifs européens par les Nazis et leurs alliés. C'est le modèle de la chute de l'humanité dans la barbarie et l'étalon des jugements moraux qu'elle exige. Laissant de côté – bien qu'elle ne soit pas indifférente – la question de l'ampleur du massacre qui hante les comparaisons et contribue à les rendre problématiques, je veux attirer ici l'attention sur ce qui fait que la Shoah apparaît *impliquée* dans le génocide de Gaza d'une façon directe, porteuse d'un tragique paradoxe. Je ne pense pas seulement au fait que le nouveau génocide soit organisé et perpétré par les victimes ou les survivants de l'ancien (plus exactement par leurs *descendants*), car si cette circonstance est moralement douloureuse, elle n'est après tout pas exceptionnelle : ce n'est pas la première fois que les opprimés d'hier (ou leurs enfants et petits-enfants) deviennent à leur tour des oppresseurs. Mais ce qui nous choque et même nous bouleverse à Gaza, c'est la façon dont, bien avant le 7 Octobre 2023 en réalité, la mémoire de la Shoah et le symbole qu'elle représente ont été réécrits et

instrumentalisés par Israël pour se préparer à un nouveau génocide et le rendre acceptable, au travers d'un discours nationaliste qui décrivait Israël comme une communauté de victimes potentielles, exposée en permanence à la reprise de l'extermination, et identifiait ses ennemis (à commencer par les Palestiniens qui s'engagent dans des actions de résistance ou des actions terroristes) à la réincarnation du nazisme. Ce qui a permis aux militaires qui écrasent Gaza et en « nettoient » les habitants de se penser comme les sauveteurs d'une nouvelle Shoah, alors qu'ils étaient en train d'exécuter une nouvelle Nakba... [5]

Ainsi la Shoah devient après-coup un facteur déterminant ou une composante délibérée du nouveau génocide qui semble en être la conséquence, en pleine contradiction avec sa signification originelle et avec les leçons universelles qu'elle comporte. La mémoire de la Shoah se trouve associée à un autre génocide commis, pour ainsi dire, *en son nom*. Ce qui, pour certains d'entre nous, qu'ils soient Juifs ou non, est une situation intolérable au point de vue moral aussi bien que politique. Cette situation pourrait s'avérer irréversible si nous ne trouvons pas de stratégie permettant de « déconstruire » l'instrumentalisation de la Shoah et l'association de sa mémoire à l'extermination des Palestiniens telles que les pratique Israël (et que les acceptent ses soutiens). Mais d'autre part il faut comprendre que cette situation va influencer dramatiquement le développement de l'antisémitisme aussi bien que la possibilité de le combattre. En particulier parce que, après 1945 et 1948, l'antisémitisme s'était réorganisé autour du déni de la Shoah (ou de son oubli organisé), de sorte que le combat contre l'antisémitisme s'employait avant tout à réfuter ce déni et à empêcher cet oubli. Donc à « enseigner la Shoah ». Mais aujourd'hui il n'y a pas de lieu au monde où l'affrontement avec les discours antisémites ne soit pas confronté à ce fait épouvantable qu'un Etat qui se définit lui-même comme « juif » se sert du symbole de la Shoah et de son enseignement pour couvrir et légitimer ses propres crimes. Affronter l'antisémitisme « après Gaza » devient inévitablement un affrontement avec la façon dont la Shoah sert à perpétrer et justifier Gaza. Un affrontement avec la perversion de son image, autre « assassinat de la mémoire ». [6]

Vous le voyez, j'ai tenu à formuler mes convictions et mes interrogations de façon aussi intransigeante que possible. Mais je tiens aussi à le redire : je suis parfaitement conscient du fait que, pour certains d'entre vous au moins, cette façon de poser la question de l'antisémitisme aujourd'hui et des modalités de sa critique n'est pas du tout la bonne. Elle risque même d'être qualifiée d'antisémite, ce que je trouverai déplorable, mais qui ne m'étonnera pas complètement. Pourquoi donc avoir pris ce risque ? Parce qu'il me semble que la critique de l'antisémitisme ne peut pas reposer sur *le déni de l'événement* même qui la plonge aujourd'hui dans une situation inextricable et, en fait, intenable. Le développement de part et d'autre de la « frontière » israélienne élargie d'une *dénégation du génocide qui se commet à Gaza*, autrement dit d'un nouveau « négationnisme » sous prétexte de ne pas donner prise à l'antisémitisme, est lui-même une cause directe de son développement, et un obstacle majeur à sa critique. Dans cette situation contradictoire, je n'ai pas de recette simple à proposer. Mais je veux essayer d'indiquer quelles voies je crois possible d'emprunter pour ne pas contourner la difficulté.

Je le ferai de façon condensée, sous forme de trois thèses.

Voici ma première thèse. Dans la lutte contre l'antisémitisme, il sera de moins en moins possible de faire comme si Gaza n'avait pas eu lieu. Aucune discussion concernant les causes et les manifestations de l'antisémitisme aujourd'hui ne peut ignorer les conséquences du conflit israélo-palestinien qui débouche sur une catastrophe pour l'humanité. Or les victimes de ce conflit sont pour une part (certes non négligeable, et qu'il n'est pas question de jeter aux

oublies, mais très minoritaire) des citoyens juifs israéliens (comme ce fut le cas le 7 octobre), mais massivement et de façon continue des Palestiniens arabes. Il ne s'agit pas d'en tirer argument pour inverser la perspective, minimiser si peu que ce soit la gravité de l'antisémitisme. Il y a là un piège politique et moral dans lequel il importe absolument de ne pas tomber : tirer argument du fait qu'un génocide est en train d'être commis à Gaza par un Etat qui se définit lui-même comme « Etat ,juif » ou même « Etat des juifs » afin de récuser l'urgence du combat contre l'antisémitisme. La tâche qui nous incombe (et qui risque à chaque instant de paraître plus irréalisable) est *double*, elle comporte deux obligations distinctes mais inséparables : dénoncer les crimes qui se commettent au nom de la « défense du peuple juif », et défendre les Juifs partout dans le monde contre une stigmatisation qui reposerait sur leur identification avec l'Etat génocidaire, que beaucoup d'entre eux (*mais pas tous*) considèrent comme « leur Etat », ou comme l'Etat de « leur peuple ».

Deuxième thèse. Ce qui empoisonne la compréhension des formes contemporaines de l'antisémitisme, c'est son identification avec « l'antisionisme » (parfois désigné aussi comme la « nouvelle judéophobie ») [7]. Elle s'exprime dans des « définitions » comme celle de l'IHRA, investies d'une fonction politique et diplomatique. D'un côté on cherche à l'imposer dans les institutions, y compris en la transformant en législation porteuse de sanctions pénales. [8] De l'autre on y voit un instrument de propagande colonialiste et un moyen de faire taire toute critique de l'Etat d'Israël et de son racisme institutionnel. Ces positions antithétiques, on s'en doute, ne sont pas également valables à mes yeux, cependant je ne chercherai pas à défendre soit l'adoption soit le rejet de l'équation « antisionisme = antisémitisme » en toute circonstance et en tout lieu. La signification d'une proposition dépend essentiellement de son contexte, qui en détermine l'usage. Et surtout, à mes yeux, il faut déplacer la question et la compliquer en faisant intervenir une *troisième notion*, celle du « peuple juif » lui-même, puisque celui-ci est à la fois la cible de l'antisémitisme et le nom de la communauté dont le sionisme entend représenter le droit à l'existence. C'est donc la modalité sous laquelle sont définies l'appartenance des individus au peuple juif et son rapport à l'Etat juif qui constitue le point sensible et le pivot autour duquel se disposent les notions d'antisémitisme, d'antisionisme (et leurs critiques), en forme de fusion ou de séparation. Ce qui ne peut que rejaillir immédiatement sur la façon dont nous réussissons (ou non) à distinguer la défense des Juifs contre les agressions antisémites de l'adoption acritique des termes dans lesquelles des voix « autorisées » en décrivent l'origine. Exercice périlleux, bien évidemment, puisqu'il ne faut ni réduire les victimes au silence ni les prendre aveuglément pour guides.

Troisième thèse. La critique de l'antisémitisme et la lutte contre ses manifestations sont une obligation *inconditionnelle*. [9] Ce qui veut dire qu'elles ne dépendent pas du fait que les Juifs pensent ou agissent de telle ou telle façon, et qu'elles ne devraient pas dépendre non plus du fait que nous, citoyens mobilisés contre l'antisémitisme, avons adopté telle ou telle position par rapports aux politiques de l'Etat d'Israël, ou par rapport aux objectifs du sionisme dans ses versions originelles ou dans sa fonction comme idéologie d'Etat. C'est tout simplement la conséquence du fait que l'antisémitisme quelles qu'en soient les sources et les degrés constitue une violence et une indignité insupportables dans notre société. Pour autant, ces questions ne se présentent jamais isolément, comme de « pures » questions éthiques : elles recourent des situations politiques, et elles sont surdéterminées par le fait qu'antisémitisme et antisionisme (défense ou critique de l'Etat juif, soutien ou rejet de la cause palestinienne, etc.) surgissent dans un *espace transnational unique*, dont les caractéristiques et les rapports de force se projettent localement de façon variée. Je dirai, dans la terminologie de Huntington, qu'ils sont aujourd'hui partie prenante d'un « choc de civilisations », au sein duquel

fusionnent des conflits nationaux, impériaux, économiques et religieux. [10] C'est une évolution qui vient de loin, mais que précipite le génocide de Gaza. J'en déduis que même si la lutte contre l'antisémitisme n'est pas *moralement* subordonnée à la critique de l'Etat d'Israël et de sa politique, cette critique pourrait bien devenir la condition *politique* de sa cohérence et de son partage auprès de citoyens du monde entier ; et d'un autre côté, qu'une lutte simultanée contre d'autres formes de racisme à l'échelle du monde et de chaque pays, tout particulièrement contre l'islamophobie, pourrait constituer désormais une *condition de son effectivité*. Elle dégagerait en effet le combat contre l'antisémitisme du soupçon qu'il peut servir d'autres intérêts et masquer des préjugés raciaux visant en particulier *certaines non-Juifs* bien déterminés. En conséquence elle contribuerait à éliminer la source d'antisémitisme qui provient de l'attachement passionné à la cause des Palestiniens, lorsque, chez les Arabes, les Musulmans et beaucoup d'autres, elle devient un absolu et un symbole, générateur d'*exclusion*. Si, comme j'en suis convaincu, les formes théologico-politiques de racisation que constituent l'antisémitisme et l'islamophobie n'ont jamais évolué séparément (ce qui ne veut pas dire qu'on puisse les réduire l'une à l'autre), il apparaît au moins plausible qu'elles doivent être traitées et combattues ensemble, sans confusion ni privilège. [11] Telle est la base sur laquelle je me propose de revenir aux tensions et dilemmes affectant notre rapport à l'antisémitisme « après Gaza ».

Toutes ces thèses évidemment sont discutables. Elles appellent des justifications et des clarifications. Je n'en donnerai que quelques-unes aujourd'hui.

Pour commencer, je suis bien conscient que l'usage de l'expression « choc de civilisations » est périlleux. Son origine dans les théories géopolitiques de Huntington est plus que douteuse, et elle pourrait engendrer autant de contresens que de lumières. Mais je m'en sers pour mettre l'accent sur des dimensions de l'antisémitisme actuel qui l'éloignent progressivement de sa configuration antérieure, en particulier celle qui avait surgi de la deuxième Guerre mondiale, et nous imposent de nouvelles contraintes. La dimension « mondiale » de l'antisémitisme, sa diffusion à travers les frontières au moyen de stéréotypes et de préjugés raciaux, ethniques, religieux, n'ont rien de nouveau. Elles forment en un sens la contrepartie du fait que les Juifs eux-mêmes ont subsisté comme un peuple « dispersé », installé dans tout le monde occidental (par où il faut entendre les aires de civilisation marquées par l'influence du Christianisme aussi bien que de l'Islam). Une riche littérature historique décrit les effets d'imitation (voire d'émulation dans la persécution) qui dérivent de cette extension « cosmopolitique », en même temps que de grandes différences historiques et géographiques. Ce qu'il y a de nouveau dans la configuration actuelle réside dans l'émergence d'un antagonisme entre des « nationalismes diasporiques » (au sens de Benedict Anderson) [12] que viennent aggraver en permanence des interventions impérialistes à répétition, des conflits coloniaux et post-coloniaux, et des « retours » agressifs du religieux implantés dans chacun des trois grands monothéismes concurrents (évangélisme chrétien, messianisme juif, fondamentalisme islamique). L'épicentre de cet antagonisme (vers lequel se trouvent attirées par un mécanisme d'identification des populations de toute nationalité et de toute culture, bien au-delà des identités « juives », « arabes » ou « musulmanes ») se situe, de façon à la fois réelle et imaginaire, dans ce territoire du Moyen-Orient qui est perçu et revendiqué comme une « terre sainte », y compris par des esprits officiellement *sécularisés*. Une guerre perpétuelle multidirectionnelle d'une cruauté sans limites s'y déroule. Elle se dissémine dans le monde entier, appelant des solidarités et des sentiments d'hostilité, des affects collectifs d'amour et de haine, des actions terroristes et contre-terroristes. Je suis donc tenté de parler d'une « guerre civile mondiale » prenant des formes militaires et idéologiques, au sein de laquelle

s'universalisent les proclamations symboliques d'allégeance à l'un ou l'autre camp, et qui engendre des fractures (*fault lines*) au sein de toutes les communautés institutionnelles.

Evidemment un tel tableau global demande à être immédiatement corrigé et nuancé. Le choc des civilisations est assez violent pour qu'il soit très difficile aux sujets individuels, en quelque lieu au monde, de se soustraire au « choix » qu'il propose, soit en essayant de rester neutres, soit en essayant d'inventer des médiations et des dépassements (bien qu'il y ait d'admirables tentatives en ce sens). Mais il n'est pas suffisamment prégnant pour que tout acte de violence visant des Juifs ou des Musulmans ici ou là exprime une poussée d'antisémitisme ou d'islamophobie. Des enquêtes sociologiques rigoureuses témoignent de ce fait très important, notamment pour la France. [13] Il demeure cependant incontournable si nous voulons comprendre comment différentes façons d'affronter l'antisémitisme, sur des bases morales et politiques parfois incompatibles, se trouvent insérées dans des *stratégies politiques mondiales*, ajoutant un second degré d'hostilité aux antagonismes premiers. C'est évidemment ce qui a lieu dans le cas de l'articulation entre antisémitisme et antisionisme, ou critique de l'Etat d'Israël.

Essayons d'être clair. La distinction de l'antisémitisme (qui vise les Juifs en tant que porteurs d'un nom, appartenant héréditairement à une « race », à une religion, à une culture ou à une tradition) et de l'antisionisme (qui vise une idéologie prônant la réunion de tous les Juifs dans un seul Etat-Nation érigé sur la terre de leurs ancêtres putatifs, et par extension l'existence et les institutions de cet Etat, tel qu'il a finalement vu le jour en Palestine) ne pose pas de problèmes particuliers au niveau des concepts, c'est-à-dire dans l'abstrait. Les difficultés surgissent lorsque, dans la pratique, les noms commencent à échanger leurs fonctions d'apologie ou d'insulte, et que les antagonismes politiques sont traduits dans le langage d'une appartenance exclusive qui essentialise les identités. Dès 1967, dans l'après-coup de la Guerre des Six Jours qui a permis à Israël d'étendre sa domination jusqu'aux limites de la « Palestine historique », l'équivalence entre les deux langages est devenue un axiome inébranlable du nationalisme israélien. C'est aussi le moment où – à quelques rares et courageuses exceptions près – les diverses tendances et philosophies du sionisme historique qui recherchait la « rédemption » du peuple juif et sa sortie de la condition minoritaire discriminée et dégradante, sont progressivement réalignées (non sans conflits, évidemment) [14] avec les positions du courant « révisionniste » (dont procède le gouvernement actuel), qui prône la conquête du Grand Israël ainsi que la colonisation intégrale et l'élimination des Palestiniens par la violence. On peut soutenir (avec des historiens comme Idith Zertal) que c'est aussi le moment où – avant et après le procès Eichmann – la mémoire de la Shoah change de sens : cessant de renvoyer à une honte collective dont la fondation de l'Etat d'Israël permettrait de s'extraire par l'invention d'un « Juif nouveau », elle devient le signe d'une élection négative et le cœur du récit national qui légitime la mobilisation permanente ou l'identification du peuple et de l'armée, dans une sorte de religion civile. [15] Ce point est crucial pour notre discussion, parce que la proclamation du fait que seul le peuple juif dispose d'un droit d'autodétermination sur toute l'étendue d'*Eretz Israel* se fonde en dernière analyse sur l'idée que l'Etat créé pour recueillir les rescapés de la Shoah doit offrir à tous les Juifs une protection contre la répétition de cette extermination, qui ne cesserait pas d'être suspendue au-dessus de leurs têtes. [16] Ainsi se trouve reformulé et refondé ce que nous pourrions appeler, à l'exemple d'autres idéologies contemporaines, le « sionisme réellement existant ». Son axiome fondateur est celui-ci : sans la réalisation des objectifs du sionisme, les Juifs du monde sont des morts en sursis. Mais voici le point délicat, stratégiquement décisif : l'Etat d'Israël *n'est pas le seul* à identifier judaïsme et sionisme, donc antisémitisme et antisionisme. Cette équation est aussi pratiquée par des composantes fondamentalistes islamiques de la

résistance palestinienne (comme le Hamas), et (même si elle n'y est pas toujours avouée comme telle) du côté des soutiens de la cause palestinienne pour qui la différence entre judéité et « israélité » est privée de sens. Ce qui revient à prendre à leur compte l'essentialisme que pratique le nationalisme Israélien pour légitimer ses politiques de conquête et de colonisation. D'où un discours qui va bien au-delà de la critique de l'instrumentalisation de la Shoah, mais peut à l'occasion conduire à la négation du génocide dont a été victime historiquement le peuple juif, ou du moins au refus de considérer que ce génocide comporte une signification universelle qui interpelle tout être humain. [17]

Mais comme je l'ai indiqué plus haut, je crois que la référence à l'unité et au destin commun du peuple juif est la médiation qui opère des deux côtés pour surmonter l'hétérogénéité des thèmes qu'il faut incorporer à une unique formation idéologique. Disons mieux : *l'idée du Peuple Juif*, malgré ses usages et ses significations contradictoires, est l'opérateur des fusions et des disjonctions qui se produisent entre la question de l'antisémitisme et celle du sionisme. A nouveau nous sommes confrontés ici à de redoutables dilemmes. Dans l'histoire millénaire de l'antisémitisme, les individus ont toujours été visés (c'est-à-dire stigmatisés, persécutés, massacrés) *en tant qu'ils appartenaient à un « peuple »*, lui-même identifié à une « religion » ou à une « race », auquel étaient attribuées des puissances criminelles, voire diaboliques, et destructrices (ou désagréatrices de la société) parce qu'il était *séparé* du monde environnant (et, circulairement, *pour qu'il le reste*). Mais inversement l'unité et l'homogénéité de ce « peuple », symboliquement garantie par son *nom* et par « l'élection » dont il portait la trace, demeurait toujours incertaine *dans le réel* : ce que ce nom recouvrait pratiquement était une série d'oppositions entre religiosité et sécularisme, tradition et assimilation, statuts et fonctions sociales antagonistes (pensons à la distinction arendtienne du « paria » et du « parvenu ») – oppositions demeurées *sans médiation* faute d'un Etat ou d'un autre pouvoir immanent à la condition juive. Le « peuple juif » demeurait un *peuple manquant* (Deleuze), c'est-à-dire une nostalgie des origines ou une espérance eschatologique pour de multiples communautés reliées entre elles par des affinités culturelles (dont la langue sacrée) et des prescriptions rituelles codifiées. Paradoxalement, la construction de l'Etat d'Israël (qui a engendré un fait national irréversible) n'a apporté aucune solution, bien au contraire, à ce dilemme : d'un côté elle a institué sur le plan juridique un « peuple israélien », mais qui comporte une discrimination institutionnelle entre les citoyens Juifs et non-Juifs (c'est-à-dire essentiellement les Arabes) qui s'apparente à un *apartheid*, excluant de son sein une de ses parties ; de l'autre elle s'efforce de ramener la multiplicité des « conditions juives » dans le monde (ou la diversité des « mondes juifs ») [18] à une *essence unique*, en se proclamant le « centre de la vie juive », dont il conviendrait soit qu'elle se rassemble au centre, soit qu'elle en reconnaisse au moins la direction. [19]

Une rétroaction perverse s'instaure entre le fait que l'Etat d'Israël prétend agir au nom de tous les Juifs (notamment contre leurs « ennemis » de l'intérieur et de l'extérieur), et le fait que certaines des victimes du « projet sioniste » et de leurs organisations - mais plus encore certains de leurs sympathisants, pour qui le conflit avec Israël est un aspect d'une plus vaste confrontation entre des forces d'oppression et des forces de libération à l'échelle mondiale, voire même constitue son « centre » ou son « cœur » [20] - identifient les colonisateurs auxquels ils font face à des « Juifs » entendus dans un sens générique et chargés d'attributs ontologiques. Les processus de génocide et d'ethnocide qui se poursuivent à Gaza et en Cisjordanie ne peuvent que renforcer ce mimétisme et lui ajouter de nouvelles couches idéologiques. Du côté d'Israël et de ses soutiens, ils suscitent un violent déni de réalité, couvrant d'un voile de mensonge et de mauvaise foi les crimes perpétrés en vue de mener à terme le projet d'un Etat et d'une société « purement juive » en Palestine, et conduisant à

qualifier d'antisémite quiconque ose *nommer le réel*. Du côté des militants et des mouvements propalestiniens (ou plus exactement de *certaines d'entre eux*, qui ne représentent certes pas la totalité, mais se font bien entendre), ils encouragent sous couvert d'antisionisme la reprise des vieux stéréotypes et des fictions de l'antisémitisme (à commencer par l'idée d'une « conspiration juive pour la domination du monde »). Ces tendances relèvent du mimétisme, mais elles ne sont pas totalement symétriques : ni dans leur discours ni dans leur influence de masse. Elles sont inégalement développées dans différentes communautés et en différents lieux, mais elles sont également nuisibles à la lutte contre l'antisémitisme en tant que violence dirigée contre les Juifs par-delà toutes leurs différences, et à la dignité, à la rectitude, à l'efficacité du combat contre l'asservissement et l'extermination des Palestiniens. Il faut donc les rejeter de part et d'autre : c'est difficile, mais c'est vital.

Deux confusions désastreuses pèsent ainsi sur nos luttes communes pour la justice et l'émancipation dans le monde de la « guerre civile permanente » *après Gaza*. L'une d'entre elles instrumentalise l'impératif de liquidation de l'antisémitisme, en le ramenant aux intérêts d'un Etat qui oriente de plus en plus sa politique vers l'élimination de la population autochtone, qu'il a vaincue et expropriée, au moyen d'une identification de la judéité avec le sionisme, et en fait sa raison d'être. L'autre renverse cette identification de façon mimétique en attribuant la responsabilité des crimes perpétrés par l'Etat d'Israël à la communauté imaginaire des « Juifs » installés partout dans le monde, et par voie de conséquence à *l'être juif* du « peuple » dont ils auraient collectivement reçu l'héritage et l'esprit. Ce que je redoute par-dessus tout, c'est que la continuation du génocide, la révélation croissante de sa barbarie et l'accumulation de ses conséquences sur les acteurs ou les spectateurs de l'événement, conduisent à une flambée de discours et d'agressions antisémites, mais aussi symétriquement à une aggravation des discriminations envers les « musulmans » (ou les « arabo-musulmans ») et une dissémination accrue des discours islamophobes, puisque la racine du conflit est construite comme l'affrontement de deux « peuples-monde » (Michel Bruneau) qui réclament la même terre chargée de valeur sacrée en faisant appel à des solidarités universelles. Il est de la responsabilité de nos Etats de s'employer à dissoudre aussi rapidement et aussi complètement que possible ces confusions mortifères – ce qui veut dire en particulier qu'à la législation contre l'antisémitisme devrait s'ajouter une législation *explicite* tout aussi contraignante et un programme d'éducation contre l'islamophobie. Mais au bout du compte les Etats ne font que représenter leurs citoyens et agir en accord avec leurs convictions, leurs passions et leurs exigences. C'est à nous tous par conséquent qu'incombe la responsabilité des responsabilités.

Etienne Balibar

P.-S.

- Etienne Balibar. Billet de blog (Mediapart) 22 juin 2026 : <https://blogs.mediapart.fr/etienne-balibar/blog/220626/affronter-l-antisemitisme-apres-gaza>

- Etienne Balibar

Philosophe, ancien professeur à l'Université de Paris-Ouest (Nanterre)

Abonné·e de Mediapart

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus

Notes

[1] Communication au colloque international « Critical Theories of Antisemitism : Concepts, Challenges and Emerging Research Agendas », 18 au 20 juin 2026, organisé par l'ARRAC (Association de Recherche-action sur les Racismes et l'Antisémitisme Contemporain) au Campus Condorcet à Aubervilliers. Les organisateurs du colloque, Bruno Quélenec et Salima Naït-Ahmed, éditent et publient simultanément un ouvrage collectif qui est appelé à servir longtemps de référence : *Penser l'antisémitisme contemporain. Anthologie critique*, Préface de Michel Wieviorka, Editions de l'Aube, 2026.

[2] A l'exception bien entendu d'une admirable minorité de militants et de membres des associations israéliennes de défense des droits de l'homme qui continuent, avec de grands risques personnels, de protester contre la colonisation et de tenter d'y faire obstacle en allant défendre les paysans de Cisjordanie contre les exactions des colons. Voir par exemple <https://jewishcurrents.org/israeli-activists-condemn-colonialism-during-mass-protest-against-new-government>

[3] Parmi lesquelles se détache la contribution récente d'Omer Bartov, historien de la Shoah, qui expose les évolutions de sa position dans Israël. Une course vers l'abîme (Seuil, Paris 2026). Elle résume les données (intentionnalité, modalités d'exécution et effets obtenus), qui concordent avec les critères de droit, tels que les enregistrent notamment les cours de justice internationales et les grandes ONG (y compris israéliennes).

[4] Voir mon étude *Guerre et traduction : Derrida, Said, Lyotard*, in *Cosmopolitique. Des frontières à l'espèce humaine, Ecrits III*, Editions La Découverte, Paris 2022.

[5] Bien entendu certains leaders politiques ou religieux ne dissimulent pas ce dont il s'agit, non plus que beaucoup de soldats pénétrés d'idéologie raciste, à commencer par les officiers issus du « sionisme religieux » ou du « parti des colons ».

[6] Je n'ai pas de doute que Pierre Vidal-Naquet, qui a mené la grande campagne des historiens contre le négationnisme, en aurait été profondément scandalisé. Voir *Les assassins de la mémoire. « Un Eichmann de papier » et autres essais sur le révisionnisme (1981/1987)*, Collection : La Découverte Poche / Essais 2005.

[7] L'idée de « nouvelle judéophobie » ou de « nouvel antisémitisme », avant d'être popularisée par de nombreux pamphlets érudits (notamment en France ceux de Pierre-André Taguieff) fut lancée par le général israélien Yehoshafat Harkabi, puis reprise par l'orientaliste américain Bernard Lewis (cf. Gilbert Achcar, *Les Arabes et la Shoah. La guerre israélo-arabe des récits*, Sindbad/Actes Sud, 2009, p. 313 et suiv.). Plus récemment voir l'article d'Eva Illouz qui historicise la périodisation : « L'antisémitisme global a fait du monde entier un lieu où les juifs ne sont pas les bienvenus », *Le Monde* 18 décembre 2025.

[8] Le Times of Israel documente la progression de ces initiatives : <https://fr.timesofisrael.com/quels-sont-les-pays-qui-ont-adopté-la-définition-d'antisémitisme-de-lihra/> ; voir mes interventions à propos du projet de loi Yadan et du projet de loi allemand du Land de Hesse : <https://blogs.mediapart.fr/etienne-balibar/blog/080426/loi-yadan-une-loi-liberticide-une-faute-morale-et-une-erreur-politique> ; <https://lestempsquirestent.org/fr/numeros/numero-9/sur-le-projet-de-loi-punissant-la-negation-du-droit-a-l-existence-de-l-etat-d-israel-soumis-au-parlement-allemand-par-le-ministr>

[9] Cette inconditionnalité est soulignée à juste titre par l'association Golem, dont je ne partage pas pour autant toutes les analyses et les prescriptions : voir https://www.pcf.fr/interview_collectif_golem_2024

[10] Samuel P. Huntington : *Le Choc des civilisations*, Editions Odile Jacob, Nouvelle édition 2021. J'en ai proposé une lecture critique dans mon livre *L'Europe, l'Amérique, la Guerre. Réflexions sur la médiation européenne*, Editions La Découverte, Paris 2003.

[11] Cette confusion n'est pas absente de certaines de mes interventions antérieures dans lesquelles, après d'autres, j'avais défendu l'idée que l'islamophobie se substitue aujourd'hui à l'antisémitisme, du moins comme phénomène de masse : E. Balibar, « Un nouvel antisémitisme ? », in *Antisémitisme : l'intolérable chantage. Israël-Palestine, une affaire française ?*, Editions La Découverte, Paris, 2003, pp. 89-96. Un moyen pour éviter les ambiguïtés pourrait consister à récuser le terme « islamophobie », dont les usages sont évidemment flottants et à l'occasion tendancieux (comme ceux d'antisémitisme, d'ailleurs). Je le conserve pour deux raisons : 1) c'est le seul qui dénote à la fois la trace théologico-politique et la racisation post-coloniale, en particulier en France ; 2) son rejet ou même son interdiction dans le discours universitaire, administratif, législatif, contrastant avec l'extension et l'insistance des références à l'antisémitisme, signale un « obstacle idéologique » qu'il importe absolument de lever pour équilibrer les stratégies de l'antiracisme. Voir Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed : *Islamophobie, comment les élites françaises fabriquent le « problème musulman »*, (La Découverte 2013). Une intéressante discussion comparative figure dans le petit volume collectif de Matti Bunzl et al., *Antisemitism and Islamophobia : Hatreds Old and New in Europe*, Prickly Paradigm Press, 2007, encore très actuel.

[12] Benedict R. Anderson : *Long-Distance Nationalism. World Capitalism and the Rise of identity Politics*, The Wertheim Lecture 1992, Center for Asian Studies Amsterdam

[13] Voir Michel Wieviorka et al. : *La tentation antisémite. Haine des Juifs dans la France d'aujourd'hui*, Robert Laffont, Paris 2005, ainsi que le Baromètre Racisme de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) : trente ans et un bilan, par Nonna Mayer et Vincent Tiberj (<https://sciencespo.hal.science/hal-02978131>)

[14] On peut citer Oslo, évidemment, et les tensions qui aboutissent à l'assassinat d'Itzhak Rabin (1995). Mais le point important est que sous tous les gouvernements (travaillistes aussi bien que Likoud), la colonisation en Cisjordanie n'a jamais cessé d'avancer.

[15] Le Mémorial de la Shoah à Yad Vashem a été créé en 1953, c'est-à-dire bien avant ce « tournant ». Son équivalent français à Paris en 2005. La question qu'on peut (et qu'on doit) se poser est de savoir comment construire une troisième voie entre le discours de l'humiliation et celui de la sacralisation. Voir le remarquable essai de Pankaj Mishra : « The Shoah after Gaza », *London Review of Books*, Vol. 46 No. 6, 21 March 2024.

[16] Je cite la loi « Israël, État-nation du peuple juif », adoptée le 19 juillet 2018 par la Knesset comme l'une des lois fondamentales d'Israël.

[17] La négation du génocide juif a été endossée très largement dans le monde arabe où elle s'est manifestée en particulier par la réception enthousiaste du livre de Roger Garaudy : *Les Mythes fondateurs de la politique israélienne* (1995). La forme extrême du négationnisme est illustrée par les déclarations répétées du président iranien Ahmadinejad faisant de

l'extermination des Juifs européens une « invention sioniste » (notamment dans la polémique qui suit l'affaire des « caricatures de Mahomet » en 2005 et à la conférence de Durban en 2009). Il importe de rappeler non seulement la réalité et les limites du négationnisme dans le monde arabe (cf. à nouveau le livre de Gilbert Achcar, cit.) mais la campagne qui a été menée contre lui par des intellectuels palestiniens de premier plan comme Edward Said et Azmi Bishara. Voir Edward Said : « Aux intellectuels arabes, à propos de Roger Garaudy » (1998), in E. Said, *Israël, Palestine l'égalité ou rien*, Editions La Fabrique 1999. La thèse courante selon laquelle les Palestiniens n'avaient pas à « payer » l'extermination des Juifs d'Europe de leur expropriation, pose un problème différent. Elle ne comporte pas de négation du génocide (au contraire) et n'implique pas nécessairement que la lutte de libération palestinienne doit tendre à l'expulsion des Juifs de Palestine.

[18] Voir Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa : *Dictionnaire des mondes juifs*, Larousse 2008. Un point qui mériterait une longue discussion concerne l'écrasement par le nationalisme israélien des différences culturelles entre ses citoyens, en particulier celle des Juifs « occidentaux » et « orientaux » et de leurs mémoires respectives.

[19] Cette « centralité » à la fois politique et culturelle est énoncée de façon particulièrement nette en 1967 dans une décision du Congrès de l'Organisation sioniste mondiale portant le nom de « Programme de Jérusalem », dont les deux premiers points sont les suivants : « 1. AFFIRMER l'unité du peuple juif et la position centrale de l'Etat d'Israël dans la vie du peuple juif. 2. RASSEMBLER le peuple juif dans sa patrie historique, Eretz Israël, par une Alya en provenance de tous les pays. » (cité d'après Richard Marienstras, *Être un peuple en diaspora*, François Maspero, Paris 1975, p. 106).

[20] Voir par exemple <https://www.dazed.me/life-culture/palestine-as-the-heart-of-the-anti-imperialist-struggle> Mais notons la délicatesse du problème que pose la distinction entre la reconnaissance du caractère exemplaire de la résistance du peuple palestinien dans le cadre d'un régime d'impérialisme « mondialisé », et la transformation de l'affrontement judéo-arabe en *centre de l'affrontement* entre le « système » impérialiste et le camp de la « libération mondiale », où doit s'opérer la *décision* finale (sur le modèle d'anciennes luttes révolutionnaires « apocalyptiques »).